



11 septembre 2021



Aujourd'hui samedi 11 septembre, comme depuis le début de l'été, des militants de l'union syndicale SUD-Solidaires 54 se sont rendu à la manifestation 'contre le pass sanitaire, les restrictions de liberté, la réforme de l'assurance chômage et des retraites'.

Ils ont souhaité partager la position de notre union syndicale, opposée au passe sanitaire et aux discriminations que celui-ci implique, mais favorable au principe de la vaccination (non obligatoire) que nous considérons comme un des éléments de lutte contre l'épidémie à l'échelle mondiale.

Nous avons été invités à prendre la parole. Après plusieurs interventions de manifestants ponctués du slogan 'Liberté ! liberté !' et que le micro nous a été confié, nous avons été interrompus dès la première phrase de notre prise de parole : 'Nous faisons face à une épidémie mondiale...'. On nous a ensuite empêché de poursuivre au motif que nous étions favorables à la vaccination, alors même que plusieurs prises de parole précédentes étaient opposées à la vaccination contre la covid.

SUD-Solidaires 54 tient par ce communiqué à réaffirmer sa position qu'elle n'a pas pu librement exprimer ce jour :

Non au passe sanitaire, au contrôle de la population et aux attaques contre les travailleurs et travailleuses que ce dispositif implique ;

Oui à la vaccination ; pour des brevets publics ; pour l'accès universel, notamment dans les pays les plus

pauvres aux vaccins et traitements ;

pour une politique sociale et de santé juste et démocratique.

Nous appelons à participer massivement aux prochaines mobilisations sociales, notamment à la grève nationale et intersyndicale du 5 octobre 2021.

---

Voici l'intégralité de la prise de parole que nous entendions faire aujourd'hui :

*Nous faisons face à une épidémie mondiale avec les différents variants du coronavirus. La vaccination est un élément clé pour stopper ou limiter les dégâts de l'épidémie à l'échelle de la planète, pas d'un Etat. A l'heure où les pays riches ont un taux de vaccination majoritaire dans la population et où l'on parle d'une troisième dose, les trois quart de l'humanité restent démunis pour lutter contre l'épidémie, et certains pays n'ont vacciné que moins de 10% de leur population.*

C'est pourquoi les brevets doivent être levés sur les vaccins et les futurs traitements ; assurer l'accès universel au vaccin et aux soins devient un enjeu mondial.

Pourtant, après sa gestion calamiteuse et désordonnée de la pandémie, après avoir poursuivi le démantèlement de notre système de soin, après avoir refusé de donner des moyens supplémentaires aux services publics et à la protection sociale, le gouvernement s'enferme dans un débat franco-français et impose par la contrainte et de manière déguisée l'obligation vaccinale. Parce qu'il n'a pas su convaincre et qu'il n'est plus crédible, le gouvernement suscite la méfiance là où il aurait dû entraîner l'adhésion.

Avec le pass sanitaire, l'Etat :

- recrute des vigiles plutôt que des soignants,
- restreint les libertés d'une partie de la population, la plus jeune et la plus précaire ; l'empêche d'accéder à des services publics essentiels, comme se faire soigner,
- menace des milliers de travailleur·euses d'être privé·es de salaire,
- étend le contrôle et le fichage de la population, au mépris du secret médical,
- ouvre un boulevard à l'extrême droite, aux thèses complotistes, racistes et antisémites, dans un mesquin calcul électoraliste.

Pendant ce temps, le capitalisme continue sa course folle : les profits du CAC 40 explosent sur le dos des salarié·es et de l'environnement, le gouvernement s'apprête à faire appliquer la réforme de l'assurance chômage qui fera basculer dans la précarité des milliers travailleur·euses privé·es d'emploi, ainsi qu'à remettre sur la table l'injuste réforme des retraites voulant nous faire travailler jusqu'à 64 ans voire plus quand les entreprises ne recrutent plus où se débarrassent des salarié·es de plus de 50 ans.

En conséquence, SUD-Solidaires 54 appelle à la construction d'une mobilisation sociale d'ampleur, pour le progrès social, contre toutes les régressions. Nous appelons à participer massivement à la mobilisation nationale et intersyndicale du 5 octobre et à construire ses suites.

• [Emplacement : ré-agir ensemble](#) > [Mobilisations et actualités](#) > [Actualités](#) >

• Adresse de cet article :

<https://solidaires.org/Communiqué-24634>